



**PRÉFET
DE LA RÉGION
HAUTS-DE-FRANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Unité Départementale de
l'Architecture
et du Patrimoine
de l'Oise

L'Architecte des
Bâtiments de France

Compiègne, le 18 mars 2024

Service Urbanisme
Ville de Crépy-en-Valois
2 avenue du Général Leclerc
60800 Crépy-en-Valois

Affaire suivie par :
E mail :
Vos Réf. :
Objet

Joël Semblat / Evelyne Tournet
udap-oise@culture.gouv.fr
JS/ET
arrêt du projet de RLP
RLP commune de Crépy-en-Valois
Consultation PPA

Palais National
Pl. Du Gal. De Gaulle

60200 COMPIEGNE

Tél : 03 44 38 69 40
Fax : 03 44 40 43 74

Avis de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Département de l'Oise

Par correspondance en date du 19 décembre 2023, vous avez transmis un exemplaire du dossier de notification du projet du règlement local de publicité (RLP) de la commune de Crépy-en-Valois arrêté par le Conseil Municipal par délibération du 12 décembre 2023, pour connaître l'avis de l'Unité Départementale de l'Architecture et du Patrimoine de l'Oise.

J'ai donc l'honneur de vous faire part des observations d'ordre architectural, environnemental, patrimonial et paysager au vu des éléments reçus sur ce dossier.

Pour rappel, la ville a décidé par délibération du 27 février 2019 de prescrire sur l'intégralité du territoire communal la révision de son RLP, notamment pour les raisons suivantes :

- Préserver le cadre de vie et la qualité des paysages ;
- Améliorer l'image de la commune au travers d'entrées de ville attractives et de zones d'activités dynamiques ;
- Mettre en valeur le patrimoine architectural du centre-ville ;
- Réduire la pression publicitaire ;
- Etudier, repenser la situation de la publicité dans certains lieux.

Le projet distingue **trois (3) zones de publicité en zone d'agglomération et un périmètre d'espaces situés hors-agglomération (ZP3)** représentées dans le tome 3 « Annexes » du dossier.

Parmi celles-ci, on distingue :

- **la zone de publicité 1 (ZP1)** : (secteurs résidentiels mixtes constitués des habitats, des équipements, des commerces de proximité) qui comprend une forte densité de périmètres Monuments Historiques en agglomération du Vieux Crépy jusqu'à la porte de Paris dont les axes d'entrée de ville dans les secteurs patrimoniaux.
- **La zone de publicité 2 (ZP2)** : (zones d'activités) qui comprend toutes les zones U du PLU de Crépy-en-Valois.

Le territoire crépynois présentant un patrimoine architectural, urbain et paysager remarquable, ces zones permettent de cerner les caractéristiques communes en vue d'améliorer la qualité du cadre de vie en espaces protégés et dans les lieux les plus emblématiques.

À cet égard, le dossier présenté recense les caractéristiques patrimoniales et paysagères à identifier et à mettre en regard de la réglementation de l'affichage publicitaire (publicité, pré-enseignes, enseignes). Celles-ci devront s'intégrer dans le contexte bâti du centre urbain historique et son extension, sur l'emprise des anciens remparts et dans le tissu urbain mixte et permettre d'accompagner, d'harmoniser et de valoriser les projets de réhabilitation des commerces et d'extension commerciale potentielle.

Le RLP arrêté appelle les observations suivantes :

Relativement au tome 1 « rapport de présentation », la liste des 14 monuments historiques inscrits ou classés au titre du Code du Patrimoine sur la commune sont bien répertoriés en page 11 et il est indiqué la possibilité de prendre en compte dans le futur d'autres immeubles d'intérêt patrimonial.

Le rapport sera complété en précisant :

- Concernant la réflexion sur la mise en place d'une dérogation à l'interdiction relative de publicité aux abords des Monuments Historiques afin de permettre le maintien et/ou l'installation d'outils mesurés de communication pour la collectivité et les activités locales dans ce cadre patrimonial soumis à une protection normative, il sera utile de préciser que tout projet sera soumis à l'accord de l'Architecte des Bâtiments de France.

- En matière de publicités, de pré-enseignes et d'enseignes, il sera pertinent que le RLP instaure au maximum des restrictions d'implantation dans les secteurs à enjeux patrimoniaux concernant leur densité, leur taille, leur surface, et le nombre de dispositifs publicitaires afin de limiter l'impact des supports publicitaires. La volonté de libérer les lieux patrimoniaux des panneaux publicitaires en réduisant leur nombre, est un élément participant à la mise en valeur du cadre architectural et du bâti patrimonial existant.

- Les enseignes-drapeaux seront limitées sur le territoire communal hormis le cas de certains bâtiments (pharmacies, services de secours et d'urgence, commerces sensibles). La luminosité, le nombre et les proportions des dispositifs seront réduits (par exemple les croix vertes des pharmacies) afin d'éviter les répercussions des supports en termes de nuisances visuelles (fermetures de vue vers le paysage naturel ou le patrimoine bâti, halos lumineux).

- Toute annotation devra être réalisée à l'intérieur de la vitrine de façon indépendante par rapport au vitrage (pas de vitrophanie), à l'exception des horaires d'ouverture et de fermeture de l'activité.

- La dépose des anciennes publicités, pré-enseignes, enseignes et les éléments techniques associés qui ne servent plus, sera effectuée en préservant l'intégrité des façades des constructions (matériaux, modénatures, joints), et en sauvegardant les publicités et les pré-enseignes murales pouvant présenter un intérêt artistique, historique ou pittoresque pour la commune.

Relativement à l'introduction au tome 2 « partie réglementaire », le champ d'application et la portée du règlement, s'appliquant à la publicité dite extérieure, préciseront l'interdiction formelle de publicités, d'enseignes et de pré-enseignes pouvant masquer ou perturber par la couleur, la teinte, la forme, la brillance, la visibilité et la perception d'un Monument Historique ou les lignes du patrimoine bâti protégé.

On veillera également à mentionner les dispositifs publicitaires du point de vue de la protection du paysage et de l'environnement (les boisements qui constituent les espaces verts, les vastes esplanades et les terrasses, les vallons des Taillandiers et de Sainte-Agathe, les espaces végétalisés et plantés, les clôtures végétales, les alignements d'arbres, les arbres remarquables, les jardins familiaux) et notamment les panneaux au niveau des entrées et des sorties de ville.

Partie I : Publicités et pré-enseignes

S'agissant des enjeux environnementaux, le RLP mettra en œuvre de manière effective les dispositions prévues dans la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (dite loi Climat & Résilience), en particulier à l'article 18 incluant les horaires d'extinction, la surface, la consommation énergétique et la prévention des nuisances lumineuses.

Titre 2 : Dispositions générales applicables aux publicités et pré-enseignes

Article 8 : Extinction nocturne

Concernant l'extinction nocturne des publicités, des pré-enseignes lumineuses, les prescriptions relatives aux proportions des surfaces lumineuses en vitrines en centre-ville et sur l'ensemble de l'agglomération gagneront à être limitées et plus restrictives sur certains points.

Il sera à cet égard utile de cadrer les publicités, les pré-enseignes lumineuses éclairées par projection, transparence ou numérique dès lors que l'activité a cessé (horaires obligatoires d'extinction entre 22 heures et 7 heures, sauf pour les abris-bus) par des prescriptions techniques bien définies dans le RLP et qui devront être respectées.

Cette possibilité d'extinction concerne également l'intérieur des vitrines et les baies des locaux à usage commercial afin de réduire les nuisances lumineuses (affiches papier rétro-éclairées, lettres néon, écrans numériques entre autres).

Il conviendra également de limiter la proportion et les températures d'éclairage (influant sur les teintes) des surfaces lumineuses en vitrines.

Il sera préférable d'éteindre la publicité sur le mobilier urbain en période nocturne (entre 1 heure et 6 heures).

Partie II : Enseignes

Titre 7 : Dispositions générales applicables aux enseignes

Article 21 : Insertion paysagère du dispositif

Des prescriptions esthétiques seront mises en œuvre effectivement : la taille des lettrines découpées des enseignes sur les devantures commerciales seront limitées sur les façades, et leur surface tenant compte des polices de caractères qui resteront sobres, devra rester dans une proportion raisonnable par rapport au fond et à la taille globale de l'enseigne proprement dite, dans un rapport de 3/4 de la hauteur de l'enseigne occupée par les lettrines sur 1 ou 2 lignes maximum.

Il conviendra de limiter l'enseigne principale à la désignation de la raison sociale, sans déclinaison des métiers ou activités diverses exercées par le commerce.

Article 23 : Extinction nocturne

Les remarques mentionnées à l'article 8 cité ci-dessus sont applicables également.

Les enseignes lumineuses type-caisson éclairé seront à proscrire pour leur caractère volumineux et leur éclairage vif et lumineux.

Article 26 : Enseignes parallèle au mur

L'enseigne parallèle au mur devra être réalisée avec des lettres découpées sur la façade ou la vitrine avec une hauteur de lettrage de 30 cm maximum.

Il sera interdit de fixer des enseignes parallèles au mur sur un panneau de fond transparent.

Article 27 : Enseignes perpendiculaire au mur

Les enseignes drapeaux auront une dimension maximale d'environ 50*50 cm avec 80 cm de maximum de saillie (de la largeur du nu de la façade au bord extérieur de l'enseigne). Les enseignes perpendiculaires au mur ne devront donc pas excéder 0,25 m² de surface.

Dans les rues étroites, on limitera de préférence leur dimension à 30*30 cm.

Les épaisseurs des enseignes seront limitées entre 5-8 cm ; les plaques fines de 2-3 cm seront préférées.

Article 31 : Enseignes lumineuses

Les enseignes disposeront d'un éclairage indirect.

Les enseignes éclairées par transparence ne seront pas autorisées.

Pour rappel, toute installation sera soumise au cas par cas à l'accord préalable de l'Architecte des Bâtiments de France en espaces protégés et aux abords d'un Monument Historique (rayon des 500 mètres de protection patrimoniale et covisibilité possible avec un Monument Historique).

En conclusion, le projet arrêté de RLP peut être accepté sous réserve d'intégrer de manière effective ces différents points, destinés à préserver et garantir la qualité du cadre de vie de la commune de Crépy-en-Valois, qui présente un caractère patrimonial varié, cohérent et exceptionnel.

**L'Architecte des Bâtiments de France
Adjointe au Chef de l'Unité Départementale
de l'Architecture et du Patrimoine de l'Oise**



Evelyne TOURNET